



Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

8610^e séance

Jeudi 29 août 2019, à 15 heures

New York

Provisoire

Présidente : M^{me} Wronecka (Pologne)

Membres :

Afrique du Sud	M. Matjila
Allemagne	M. Schulz
Belgique	M ^{me} Van Vlierberge
Chine	M. Zhang Dianbin
Côte d'Ivoire	M. Ipo
États-Unis d'Amérique	M. Cohen
Fédération de Russie	M. Polyanskiy
France	M ^{me} Gueguen
Guinée équatoriale	M. Ndong Mba
Indonésie	M. Djani
Koweït	M. Alotaibi
Pérou	M. Ugarelli
République dominicaine	M. Singer Weisinger
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Allen

Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient

Lettre datée du 1^{er} août 2019, adressée à la présidence du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2019/619)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 15 heures.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient

Lettre datée du 1^{er} août 2019, adressée à la présidence du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2019/619)

La Présidente (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants d'Israël et du Liban à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Les membres du Conseil sont saisis du document S/2019/690, qui contient le texte d'un projet de résolution déposé par la France.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2019/619, qui contient le texte d'une lettre datée du 1^{er} août 2019, adressée à la présidence du Conseil de sécurité par le Secrétaire général.

Le Conseil est prêt à voter sur le projet de résolution dont il est saisi. Je vais maintenant mettre aux voix le projet de résolution.

Il est procédé au vote à main levée.

Votent pour :

Belgique, Chine, Côte d'Ivoire, République dominicaine, Guinée équatoriale, France, Allemagne, Indonésie, Koweït, Pérou, Pologne, Fédération de Russie, Afrique du Sud, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, États-Unis d'Amérique

La Présidente (*parle en anglais*) : Le résultat du vote est le suivant : 15 voix pour. Le projet de résolution est adopté à l'unanimité en tant que résolution 2485 (2019).

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M^{me} Gueguen (France) : La France se félicite de l'adoption à l'unanimité de la résolution 2485 (2019), qui témoigne du soutien collectif du Conseil à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), dont le rôle est essentiel pour sauvegarder la paix dans un contexte régional volatile. En tant que plume, comme chaque année, la France a activement travaillé pour préserver cette unité du Conseil et tient à remercier tous

ses membres pour leur engagement dans les négociations et pour leur esprit de compromis.

La FINUL est indispensable à la stabilité du Liban et de la région et doit rester le garant de la cessation des hostilités entre le Liban et Israël, conformément à la résolution 1701 (2006). Nous sommes tous, au sein du Conseil, garants de sa crédibilité. Il est important que la FINUL demeure une force d'interposition et de dissuasion, perçue comme neutre par l'ensemble des parties. La FINUL doit en effet demeurer un outil de médiation au service de la résolution du conflit.

La FINUL, sous l'impulsion du Conseil, a déployé de nombreux efforts au cours de ces deux dernières années pour mettre en œuvre les résolutions 2373 (2017) et 2433 (2018), notamment en renforçant ses activités de patrouille sur le terrain, en étroite coopération avec l'Armée libanaise. Nous avons voulu que cette dynamique se poursuive cette année à l'occasion du renouvellement du mandat. Nous avons également souhaité intégrer les préoccupations formulées par plusieurs délégations, tout en préservant le consensus au sein du Conseil.

Ce nouveau texte revient de façon claire sur la nécessité de garantir la liberté de mouvement de la FINUL, sa sécurité dans l'ensemble de sa zone d'opérations, en lien avec les autorités libanaises. Protéger l'intégrité du mandat de la FINUL, c'est contribuer à la stabilité politique et sécuritaire du Liban et de la région, à l'heure où les équilibres restent fragiles. La France réitère son attachement à la souveraineté et à l'intégrité territoriale du Liban. Dans le contexte des récentes tensions, il est impératif que toutes les parties fassent preuve de la plus grande retenue et qu'elles se conforment aux résolutions du Conseil de sécurité en se gardant de toute violation de la Ligne bleue. À terme, seule la présence de l'État libanais et de ses forces armées et de sécurité créera les conditions d'une stabilité durable dans le sud du Liban et dans les eaux territoriales libanaises. C'est avec cet objectif final à l'esprit que nous avons, cette année encore, abordé le renouvellement du mandat.

M. Alotaibi (Koweït) (*parle en arabe*) : D'emblée, nous nous félicitons de l'adoption de la résolution 2485 (2019), qui renouvelle le mandat de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) pour une année sans le modifier et sans réduire les effectifs de la Force. Nous remercions la France, en sa qualité de rédacteur, pour son professionnalisme et sa coopération constructive tout au long des négociations. Cette prorogation du mandat, adoptée à l'unanimité, témoigne de l'appui constant du Conseil de sécurité à

l'action de la FINUL et de notre conviction commune quant au rôle important et significatif qu'elle joue, en étroite coopération avec le Gouvernement et l'Armée libanais, pour promouvoir la sécurité et la stabilité dans le pays et la région.

Les négociations sur le projet de résolution ont coïncidé avec des événements inquiétants sur le terrain, notamment l'incident récent impliquant deux drones israéliens à Beyrouth. Une fois de plus, nous condamnons les violations persistantes par Israël de la souveraineté libanaise et de la résolution 1701 (2006), ainsi que ses autres violations répétées de l'espace aérien, qui ont été condamnées par le Secrétaire général dans tous ses rapports sur la mise en œuvre de la résolution 1701 (2006). Le Conseil de sécurité doit envoyer un message ferme à Israël pour le contraindre à mettre fin à ces violations.

L'escalade récente de la situation, qui est le fait d'Israël, ne fait que confirmer de nouveau l'importance du rôle que joue la FINUL pour apaiser les tensions et maintenir la paix et la sécurité dans le sud du Liban. C'est pour préserver ce rôle important que nous avons tous fait preuve de coopération afin de maintenir le mandat de la FINUL et d'unité à l'appui de cette force.

Pour terminer, nous remercions les contingents de la FINUL pour leurs efforts et leurs sacrifices, ainsi que tous les pays fournisseurs de contingents. Nous appelons une fois de plus toutes les parties à respecter la souveraineté, l'indépendance politique et l'intégrité territoriale du Liban ainsi que son droit de récupérer les fermes de Chebaa, les collines de Kfarchouba et la partie libanaise du village de Ghajar, qui sont occupés par Israël.

M. Cohen (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Les États-Unis se sont joints au consensus en faveur du renouvellement du mandat de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL). Nous félicitons la France pour l'esprit de coopération avec lequel elle a mené ce processus. Je tiens également à exprimer notre profonde gratitude aux pays fournisseurs de contingents pour les sacrifices qu'ils continuent de consentir à l'appui du travail essentiel de la FINUL.

Bien évidemment, nous saluons l'approche active adoptée par les responsables de la FINUL pour désamorcer les tensions le long de la Ligne bleue et préserver l'accès de la mission à celle-ci. Les États-Unis demeurent fermement attachés à la FINUL ainsi qu'à la sécurité, à la stabilité et à la souveraineté du Liban.

Nous avons tous intérêt à ce que la FINUL mène à bien sa mission, toutefois on continue de l'empêcher de s'acquitter pleinement de son mandat. Nous ne pouvons pas continuer à accepter ce statu quo.

L'application de l'embargo sur les armes imposé par la résolution 1701 (2006) demeure une priorité absolue pour les États-Unis. Certains membres du Conseil n'ont pas voulu inclure un libellé trop prescriptif dans le cadre du renouvellement de ce mandat, mais il faudra que le Secrétariat, au cours de l'année à venir, prenne des mesures fermes pour étoffer l'annexe et renforcer la capacité de l'ONU de surveiller et vérifier efficacement l'application de l'embargo sur les armes. Comme nous l'avons clairement indiqué au Conseil il y a quelques semaines à peine, la FINUL continue de se voir refuser l'accès à certaines zones problématiques. La FINUL n'a toujours pas eu la possibilité d'accéder aux sites où se trouveraient des tunnels du Hezbollah du côté libanais de la Ligne bleue, huit mois après leur découverte, parce que les dirigeants libanais n'ont pas demandé à leurs forces armées d'aller enquêter sur ces sites, en collaboration avec la FINUL. Dans le cadre de ce renouvellement, nous avons fait de sérieux efforts pour régler les problèmes d'accès. Il y a eu certaines avancées, mais nous n'avons pas été en mesure d'arrêter un calendrier pour faciliter l'accès, ce qui est nécessaire pour garantir l'application du principe de responsabilité. Nous devons faire plus pour veiller à ce que la FINUL accède sans entrave et en temps voulu à la Ligne bleue sur toute sa longueur, et nous exhortons les dirigeants civils libanais à répondre à ces préoccupations.

Étant donné que la FINUL ne peut pas accéder à toute sa zone d'opérations, nous estimons que le moment est venu de réévaluer les effectifs et de commencer à restructurer la mission. L'année prochaine, nous serons particulièrement attentifs à la capacité de la mission de s'acquitter de son mandat, et nous espérons que l'ONU prendra au sérieux l'évaluation des ressources et des moyens de la FINUL afin de déterminer s'ils sont toujours propres à améliorer son efficacité.

Nous avons tous approuvé l'initiative Action pour le maintien de la paix du Secrétaire général et la Déclaration d'engagements communs concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies. L'un de ces engagements consiste à promouvoir des mandats clairs, ciblés, échelonnés, hiérarchisés et réalisables établis par le Conseil de sécurité, assortis des ressources appropriées. Si la FINUL ne peut s'acquitter pleinement de sa mission dans les limites de son mandat

actuel, il incombe au Conseil de modifier son mandat en conséquence.

Nous attendons avec intérêt de travailler avec le Conseil au cours de l'année, mais je tiens à répéter que nous voulons voir de sérieux progrès et que nous ne pouvons et ne pourrions accepter que les choses demeurent en l'état à l'avenir.

M. Schulz (Allemagne) (*parle en anglais*) : Nous nous félicitons de l'adoption à l'unanimité, aujourd'hui, de la résolution 2485 (2019), renouvelant le mandat de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL). Nous tenons à remercier haut et fort la France, en tant que rédacteur, d'avoir conduit les négociations de manière professionnelle et constructive. La prorogation du mandat de la FINUL témoigne de l'appui constant et ferme du Conseil à la mission et de la valeur qu'il accorde à son travail. Dans le contexte régional actuel, le rôle de la FINUL dans le maintien du calme le long de la Ligne bleue et au-delà ne saurait être surestimé. Pour tous ceux d'entre nous qui souhaitent que la stabilité règne entre le Liban et Israël, il est des plus utiles d'investir dans la mission. La FINUL demeure un élément crucial de la désescalade dans la région, que nous devons préserver, appuyer et renforcer.

À cet égard, nous appelons le Liban et Israël à utiliser les instruments dont dispose la FINUL, notamment ses canaux de communication par l'intermédiaire du mécanisme tripartite, afin de trouver un moyen de désamorcer et de réduire les tensions actuelles. Nous demandons à toutes les parties de faire preuve de retenue, tant dans leurs actes que dans leurs discours, de respecter les dispositions du mandat de la FINUL, et de s'abstenir de toute action susceptible de violer la résolution 1701 (2006) et de menacer la stabilité entre le Liban et Israël.

Enfin, nous tenons à saluer le précieux travail accompli par tous les soldats de la paix sur le terrain, sous la direction du commandant de la Force Del Col. Il demeure essentiel que la FINUL puisse s'acquitter pleinement de son mandat.

M. Djani (Indonésie) (*parle en anglais*) : L'Indonésie tient à remercier la France, en sa qualité de rédacteur, du travail acharné qu'elle a accompli pour faciliter le processus de renouvellement du mandat. Ma délégation a voté pour la résolution 2485 (2019) essentiellement par souci de respecter et de préserver pleinement l'unité du Conseil. Nous avons toujours affirmé que l'unité du Conseil était de la plus haute importance.

L'Indonésie salue le dévouement de toutes les femmes et de tous les hommes qui servent sous le drapeau bleu dans les diverses opérations de maintien de la paix des Nations Unies à travers le monde, y compris au sein de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL). Au cours des deux dernières décennies, les opérations de maintien de la paix des Nations Unies se sont révélées très adaptables. Elles ont grandement contribué à la diminution du nombre de conflits et sont devenues des activités emblématiques de l'ONU. Je tiens à être clair à ce sujet.

C'est pourquoi l'Indonésie juge inacceptable que l'objectif et les activités de ces missions, notamment ceux de la FINUL, soient compromis. L'Indonésie est préoccupée par l'approche systémique visant à affaiblir le rôle des opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Il importe de veiller à ce que les opérations de maintien de la paix des Nations Unies soient toujours un effort collectif et à ce que toutes les parties prenantes jouent un rôle important dans cette action concertée.

Ma délégation a souligné à maintes reprises le rôle important et positif que joue la FINUL, en coopération avec l'Armée libanaise, dans la poursuite de la cessation des hostilités, la prévention de nouveaux conflits et l'aide au Gouvernement libanais pour garantir la restauration de son autorité effective dans la zone.

En tant que pays fournisseur de contingents, l'Indonésie a toujours souligné l'importance du professionnalisme de nos soldats de la paix dans l'exécution de leurs mandats sur le terrain. Il s'agit notamment de collaborer avec le pays hôte et les communautés locales afin d'aider la mission à s'assurer que ses activités contribuent effectivement à améliorer la vie des personnes qu'elle doit servir et protéger.

S'agissant de la demande adressée au Secrétaire général pour qu'il procède à une évaluation des ressources de la FINUL et en rende compte au Conseil, ma délégation tient à souligner que cette évaluation doit être réalisée en consultation étroite avec toutes les parties prenantes concernées, en particulier les pays fournisseurs de contingents. Il est tout à fait logique que les pays dont les ressortissants participent à des missions de maintien de la paix puissent donner leur avis. Il va sans dire qu'une opération de maintien de la paix des Nations Unies doit être pleinement préparée, en particulier face à l'évolution et à la complexité de la situation, ainsi qu'aux conditions de sécurité de plus en plus dangereuses. Toutefois, il est également essentiel

de veiller à ce que la mission se voie confier un mandat clair, avec le matériel et les ressources nécessaires.

Enfin, d'aucuns s'interrogent sur la performance et l'efficacité des Casques bleus déployés dans le cadre de la FINUL. Je voudrais dire qu'un tel point de vue est non seulement humiliant mais aussi irrespectueux pour les nombreux soldats de la paix qui ont sacrifié leur vie au service de l'humanité et de la paix, notamment les 314 soldats de la paix qui ont péri à ce jour pour servir la FINUL et le monde. C'est le plus grand nombre de morts parmi les soldats de la paix toutes missions des Nations Unies confondues.

Que je sois bien clair : j'espère que nous avons toutes et tous pris la bonne décision aujourd'hui. Que l'âme de ces 314 soldats de la paix repose en paix.

M. Zhang Dianbin (Chine) (*parle en chinois*) : La Chine se félicite de l'adoption à l'unanimité de la résolution 2485 (2019), qui prouve que le Conseil de sécurité reconnaît l'importance d'appuyer la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL). La prorogation du mandat de la FINUL est propice au maintien de la stabilité dans le sud du Liban et facilite la poursuite de l'application de la résolution 1701 (2006).

La Chine est consciente de l'importante contribution de la FINUL, qui continue de s'acquitter efficacement de son mandat et de maintenir dans l'ensemble le calme dans sa zone d'opérations et la stabilité régionale. Le mécanisme tripartite est un bon exemple de mécanisme permettant de régler les conflits par la voie du dialogue et de la concertation. Nous saluons le grand dévouement des pays fournisseurs de contingents et de tout le personnel de maintien de la paix, et espérons que la sécurité de ce personnel pourra être effectivement garantie.

À l'heure actuelle, les tensions s'intensifient dans la région et de nombreux conflits locaux éclatent. Toutes les parties doivent rigoureusement respecter la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale du Liban. La FINUL doit communiquer et travailler en étroite coopération avec les pays concernés, et se concentrer sur son mandat principal en maintenant la stabilité dans la zone de la Ligne bleue. Elle doit exhorter le Liban et Israël à respecter l'accord sur la cessation des hostilités et aider activement l'Armée libanaise à renforcer ses capacités et à accroître son déploiement à travers le pays.

La Chine se félicite des mesures concrètes prises par le Secrétaire général pour améliorer l'efficacité et

l'efficacité de la FINUL et du Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban, notamment s'agissant de la gestion des ressources civiles de la FINUL. Nous espérons qu'il continuera à faire avancer le processus.

M. Allen (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Le Royaume-Uni continue d'appuyer un Liban souverain, stable et gouverné et soutenu par des institutions publiques légitimes. Nous sommes conscients que la Force intérimaire des Nations Unies au Liban contribue grandement à la stabilité et à la sécurité du Liban, et nous nous félicitons du renouvellement de son mandat pour une année supplémentaire. C'est particulièrement pertinent à l'heure actuelle.

Le Royaume-Uni est profondément préoccupé par l'escalade récente entre Israël et le Hezbollah, et nous condamnons toutes les violations de la résolution 1701 (2006). Nous exhortons les deux parties à faire preuve de retenue et à réduire les tensions. Le conflit n'est dans l'intérêt de personne.

M. Singer Weisinger (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : La République dominicaine reconnaît le travail et le rôle important de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) qui contribue à maintenir la stabilité au Liban et dans la région. Nous appuyons donc fermement le renouvellement de son mandat pour une autre année. Nous saluons l'action menée par la France pour coordonner les négociations, et l'esprit de consensus au Conseil de sécurité sur le renouvellement du mandat, compte tenu de la situation actuelle et des priorités nationales concurrentes.

Nous appelons les parties à renforcer leur engagement à respecter pleinement la résolution 1701 (2006), à faire preuve de la plus grande retenue et à éviter tout ce qui pourrait contribuer à une escalade des tensions, consolidant ainsi la période récente de calme relatif en un cessez-le-feu permanent qui contribuerait à la stabilité régionale. Nous soulignons que la capacité de la FINUL à dissuader, prévenir et réduire les tensions demeure cruciale à ce stade, tout comme l'appui du Gouvernement libanais dans le plein exercice de sa souveraineté et de son contrôle territorial, tout en renforçant ses capacités, ses moyens et sa présence.

Comme il s'agit de la dernière séance publique de la présidence polonaise, je voudrais vous féliciter, Madame la Présidente, pour la manière exemplaire dont vous avez dirigé les travaux du Conseil de sécurité au cours du mois d'août. Vous et votre équipe avez une fois

de plus fait preuve des normes de professionnalisme, de transparence et d'excellence les plus élevées dans l'exercice de fonctions délicates. Nous vous exprimons donc nos remerciements et notre admiration dans les termes les plus enthousiastes possibles.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie le représentant de la République dominicaine de ses très aimables paroles.

Il n'y a plus d'orateurs ou d'oratrices inscrits sur la liste.

Avant de lever la séance, qui est la dernière séance prévue dans la salle pour le mois d'août, je voudrais, au nom de la Mission de la Pologne, exprimer notre sincère gratitude et nos remerciements à tous les membres du Conseil de sécurité pour leur appui et leur coopération constants en ce mois très chargé. Je remercie également les États Membres de l'ONU pour leur participation active à nos séances; ils sont toujours avec nous.

Je tiens à remercier tous les membres des équipes des membres du Conseil, y compris les représentants permanents, les représentants permanents adjoints et

les coordonnateurs politiques, ainsi que les experts des diverses questions dont nous avons débattu pour leur travail acharné et leur dévouement.

Nous remercions la Directrice Hasmik Egian, James Sutterlin, qui est parmi nous aujourd'hui, et l'équipe professionnelle de la Division des affaires du Conseil de sécurité pour leur aide, ainsi que les fonctionnaires des services de conférence, les interprètes, les rédacteurs de procès-verbaux et le personnel de sécurité.

Je remercie également les membres de mon équipe pour leur travail, leur organisation et leur dévouement tout au long de notre présidence. Je leur suis reconnaissante des efforts inlassables qu'ils déploient pour s'acquitter de cette tâche délicate de la manière la plus efficace possible.

Je suis maintenant heureuse de remettre le marteau à la Fédération de Russie et je souhaite à son équipe un grand succès en septembre, ce dont je ne doute pas. Nous l'assurons de notre plein appui et de notre coopération.

La séance est levée à 15 h 25.